



RESTAURATION EXTERIEURE AU RABAIS



En avril dernier, le dossier de la restauration extérieure concernant les agent.es déjeunant en dehors du site d'Alco a été présenté par l'administration en instance préparatoire en vue du CST qui s'est tenu le 23 mai 2024. La FSU avait vivement réagi lors de ces premiers débats tant sur la forme que le fond. Les représentants du personnel ont été mis devant le fait accompli, les prestataires ayant déjà été informés de la fin des conventionnements au 1^{er} mai.

Alors que la Qualité de Vie au Travail (QVT) est un axe de l'accord collectif temps de travail, mis en attente par la collectivité depuis la mise en place des 1607H, l'administration a une nouvelle fois exclu les OS d'un travail préalable à la hauteur des attentes et des besoins. Bien que l'enjeu de ce dossier de restauration extérieur soit conséquent, l'exécutif et le DGS n'ont pas jugé utile d'être présents à la CIC.

Sur le fond, les incohérences et lourdeurs opérationnelles de la proposition de prestation sociale s'ajoutent à des modalités d'aide insuffisantes avec des conditions trop restrictives et un vide entre le 1^{er} mai et le 1^{er} juillet 2024 dommageable aux agent.es. Les arguments budgétaires et les promesses ont déjà été servis maintes fois ces 2 dernières années. Rappelons que les agents travaillent 90h non rémunérées de plus par an sans acquis social significatif, que le comité de suivi n'a pas débuté tout comme les discussions pourtant promises sur la pénibilité, et que le RIFSEEP est loin de contenter tous les agent.es et ne suffit à répondre au manque d'attractivité de la collectivité.

En attendant le CST, la FSU avait des attentes concrètes pour réouvrir la discussion :



Le bénéfice aux assistant.es familiaux.



Un nombre plus important de paliers de subventions déterminant les montants de participation afin que le dispositif profite avant tout aux plus précaires.



L'assouplissement des conditions d'attribution tant sur les horaires, modalités d'achat que les lieux d'achats, avec une prise en compte du zéro papier.



L'engagement formel et immédiat d'une négociation sur les chèques déjeuner à partir d'un calendrier de rencontres concret.

Nous avons bien compris que la volonté de l'exécutif est de préserver une aide à la restauration équivalente à la précédente dans un contexte d'urgence sur lequel la FSU ne fera pas de polémique aussi discutable soit cet argument.

Pour la FSU cette proposition devait se conjuguer avec l'engagement formalisé et daté d'une réflexion autour de la restauration extérieure.

Or, malgré quelques améliorations laborieusement consenties, aucune garantie concrète sur un travail approfondi en faveur de la Qualité de Vie au Travail au long terme n'a été donnée par l'exécutif.

C'EST DONC UN VOTE CONTRE POUR LA FSU.

